

Étude des crédits

**Demandes de renseignements particuliers
de l'opposition officielle**

Commission municipale du Québec

**2018
2019**

Avril 2018



Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
3.	Pour chacun des organismes, agences ou autre instance relevant du ministère, pour l'année 2017-2018, indiquer : a) la liste des employés ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.
5.	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2017-2018. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
7.	Nombre de personnes parties à la retraite en 2017-2018.
8.	Nombre de personnes engagées en 2017-2018.
9.	Nombre de personnes licenciées en 2017-2018.
10.	Nombre d'ETC en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.
11.	Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2017-2018 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones
46.	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
52.	Liste des droits d'opposition dont se sont prévaluées les municipalités reconstituées en 2017-2018. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée au ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.
53.	Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par le ministre en 2017-2018. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui leur seront versées.
58.	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2017-2018 : a) l'objet des consultations;

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
	<ul style="list-style-type: none"> b) le moyen utilisé; c) les dates des rencontres; d) les communautés et les personnes consultées; e) les résultats des consultations; f) les montants afférents.
59.	Liste et détails des mandats d'enquête réalisés par la Commission municipale du Québec en 2017-2018. Ventilation selon les mandats confiés par le ministre ou à l'initiative de la CMQ. Indiquer l'état d'achèvement des mandats.
82.	Montant des crédits alloués à la CMQ pour la vérification des municipalités pour 2018-2019, ventilés par mandat, et nombre d'employés que la CMQ prévoit embaucher pour compléter ses nouveaux mandats.
86.	La liste des demandes d'examen préalable en matière de déontologie et d'éthique au niveau municipal traitées depuis 2010. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, règles d'après-mandat, corruption, etc.), le caractère vexatoire ou non, fondé ou non des différentes demandes et les suites qui ont été données par le ministre, la Commission municipale et le Directeur des poursuites criminelles et pénales aux demandes considérées comme fondées.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 3
CMQ

Pour chacun des organismes, agences ou autre instance relevant du ministère, pour l'année 2017-2018, indiquer : a) la liste des employés ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

a) Liste des employés de la Commission municipale du Québec au 28 février 2018 :

M ^e Céline Lahaie, secrétaire générale	M ^{me} Lise Lavoie, agente de secrétariat
M ^e Nicolas Dallaire, avocat	M ^{me} Bianca Choquette-Giroux, agente de secrétariat
M ^e Julie D'Arçon, avocate	M ^{me} Manon Hébert, agente de secrétariat
M ^e Naomi Gunst, avocate	M ^{me} Amélie Périgny, agente de secrétariat
M ^e Marie-Josée Persico, avocate	M ^{me} Lucie Poulin, technicienne en administration
M ^{me} Raphaëlle Landry, professionnelle	M ^{me} Danielle Labranche, technicienne en administration
M ^{me} Suzy Côté, agente de secrétariat (occasionnelle)	

Liste des membres de la Commission municipale du Québec au 28 février 2018:

M ^e Brigitte Pelletier, présidente	M ^e Léonard Serafini
M ^e Thierry Usclat, vice-président	M ^e Sylvie Piérard
M ^e Denis Michaud, vice-président	M ^e Martine Savard
M ^e France Thériault	M ^e Alain R. Roy
M ^e Sandra Bilodeau	M ^{me} Nancy Lavoie
M ^e Martin-Philippe Côté	

b) Les mandats renouvelés :

Aucun mandat n'a été renouvelé en 2017-2018.

c) Liste des personnes qui ont été nommées :

M^e Martin-Philippe Côté a été nommé aux termes du Décret 1140-2017 le 29 novembre 2017. Son entrée en fonction est le 4 décembre 2017.
M^e Alain R. Roy a été nommé aux termes du Décret 1098-2017 le 15 novembre 2017. Son entrée en fonction est le 27 novembre 2017.

d) Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation et allocation de séjour :

En date du 28 février 2018, les dépenses en frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas, frais de représentation et allocation de séjour des employés et des membres de la Commission municipale du Québec pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018 ont totalisé 61 194,52 \$.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 5 CMQ	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2017-2018. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
---------------------	--

Commission municipale du Québec			
Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹ au 28 février 2018	Participants
Barreau du Québec	Les décisions récentes qui changent notre regard sur les indemnités de départ et de fin d'emploi	0,00 \$	1
	Le Code de procédure civile - un an après	0,00 \$	1
	Le nouveau Règlement de procédure civile de la Cour d'appel (2e édition)	0,00 \$	1
	Le nouveau <i>Code de procédure civile</i> : la procédure contentieuse	59,00 \$	1
	Jurisprudence marquante en matière de procédure civile - un an après le « nouveau » Code de procédure civile	0,00 \$	1
	Colloque intitulé: Avocats, société et politique au Québec	0,00 \$	1
Centre Microbur inc.	Perfectionnement du français écrit	518,16 \$	3
Chambre des notaires du Québec	Mise en pratique des modes privés de règlement des différends	95,00 \$	1
Commission municipale du Québec	Formation sur les directives pour protéger les juges administratifs de toute influence et sur l'éthique dans la fonction publique	0,00 \$	8
Conférence des juges administratifs du Québec (CJAO)	La rédaction des motifs : un exercice de clarté	260,00 \$	4
	Colloque des juges administratifs du Québec sous le thème: La justice administrative; une justice pour tous	2 650,50 \$	5
ÉLAM limité	Cours d'anglais	750,00 \$	1
Fédération québécoise des municipalités (FQM)	La gestion financière municipale	420,00 \$	1
Formations Qualitemps inc.	Maîtriser son temps avec Outlook	179,77 \$	1
Me Céline Vallières	Formation sur la gestion de conflit et la médiation	10 663,68 \$	10
Me Michel Laplante, avocat	Formation de soutien aux procureurs	13 279,92 \$	2
OpenForumOuvert	Journées stratégiques sur le droit disciplinaire et droit administratif	4 534,35 \$	4
Union des municipalités du Québec (UMO)	Rôle de l'élue et de l' élu en gestion contractuelle	80,75 \$	1
Université Laval	Conférence annuelle de Mme Claire L'Heureux-Dubé sous le thème: Identité et égalité	0,00 \$	1
Versalys	Excel (niveau débutant)	85,00 \$	1
	Excel (niveau intermédiaire)	108,18 \$	1
	Outlook (niveau débutant)	214,42 \$	2

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphes 22 et 23).

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 7
CMQ

Nombre de personnes parties à la retraite en 2017-2018.

Pour l'année 2017-2018, il y a eu 2 départs à la retraite pour la CMQ.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 8
CMQ

Nombre de personnes engagées en 2017-2018.

Au 28 février 2018, 10 personnes ont été engagées à la CMQ.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 9
CMQ

Nombre de personnes licenciées en 2017-2018.

Aucun employé régulier n'a fait l'objet d'un licenciement au 28 février 2018.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 10
CMQ

Nombre d'ETC en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

La cible d'heures rémunérées pour 2017-2018 est de 43 626 heures (équivalent à 24 ETC) pour la CMQ.

La cible 2018-2019 n'est pas encore communiquée.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 11
CMQ

Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2017-2018 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Cette question ne concerne pas la Commission municipale du Québec.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande
n° RP-46
CMQ

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Aucun.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 52
CMQ

Liste des droits d'opposition dont se sont prévalués les municipalités reconstituées en 2017-2018. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée au ministre et indiquer l'action entreprise par le ministre.

La Commission a reçu en 2016-2017 une demande provenant de la Municipalité de La Macaza opposant l'agglomération de la Ville de Rivière-Rouge concernant l'imposition des quotes-parts. Ce dossier a été réglé en médiation en 2017-2018.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 53
 CMQ

Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par le ministre en 2017-2018. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui leur seront versées.

Nomination	Mandat	Résultat du travail effectué	Sommes impliquées au 28 février 2018
Denis Michaud de la CMQ	Le 28 juillet 2017, le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire mandate la Commission pour examiner la situation qui prévaut à la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac en ce qui concerne la saine gestion de la Municipalité, la prestation des services aux citoyens et les relations entre les membres du conseil et les employés de la Municipalité.	L'observateur de la Commission, Monsieur Denis Michaud a remis son rapport au ministre le 18 août 2017 sur l'état de situation prévalant dans la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac.	Aucune
Denis Michaud de la CMQ	Le 28 septembre 2017, le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire mandate la Commission pour dresser un état de situation des problèmes pouvant potentiellement affecter le bon fonctionnement du conseil municipal du village de Baie-Trinité. Le mandat consiste à examiner plus particulièrement la saine gestion, la santé financière et le respect des lois sous la responsabilité du ministre.	L'observateur de la Commission, Monsieur Denis Michaud a remis son rapport au ministre le 30 novembre 2017 sur la situation prévalant au village de Baie-Trinité.	Aucune

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 58
CMQ

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2017-2018 : a) l'objet des consultations; b) le moyen utilisé; c) les dates des rencontres; d) les communautés et les personnes consultées; e) les résultats des consultations; f) les montants afférents.

Aucunes consultations menées par la CMQ.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 59
CMQ

Liste et détails des mandats d'enquête réalisés par la Commission municipale du Québec en 2017-2018. Ventilation selon les mandats confiés par le ministre ou à l'initiative de la CMQ.

Aucune enquête publique.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 82
CMQ

Montant des crédits alloués à la CMQ pour la vérification des municipalités pour 2018-2019, ventilés par mandat, et nombre d'employés que la CMQ prévoit embaucher pour compléter ses nouveaux mandats.

Pour 2018-2019 aucun crédit n'est présentement alloué à la Commission municipale du Québec pour la vérification des municipalités puisque le projet de loi n'est pas adopté.

Advenant le cas où le projet de loi sera adopté, une demande sera transmise au Conseil du trésor, pour le rehaussement des crédits et des effectifs nécessaires à l'exercice du mandat de vérification.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 86
CMQ

La liste des demandes d'examen préalable en matière de déontologie et d'éthique au niveau municipal traitées depuis 2010. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, règles d'après-mandat, corruption, etc.), le caractère vexatoire ou non, fondé ou non des différentes demandes et les suites qui ont été données par le ministère, la Commission municipale et le Directeur des poursuites criminelles et pénales aux demandes considérées comme fondées.

Examen préalable

- Depuis le 30 septembre 2016, la Commission procède à l'examen préalable des demandes en éthique et déontologie en matière municipale. Depuis cette date, la Commission a reçu 251 demandes.
- Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, la Commission a reçu 132 demandes et en a fermé 144.
 - Pour ces 144 demandes fermées :
 - 30 ont été transmises pour enquête*;
 - 105 ont été rejetés en fonction de l'un des motifs prévus à la Loi (demande incomplète, manifestement mal fondée, frivole ou vexatoire);
 - 9 ont été fermées par désistement;
 - 32 demandes ont été ouvertes pour enquête en éthique et déontologie en matière municipale*.
 - 11 demandes d'examen préalables sont en traitement en date du 28 février 2018.

**Le nombre de demandes transmises pour enquête et le nombre de demandes ouvertes en éthique et déontologie diffèrent, car une demande a nécessité l'ouverture de trois demandes d'enquête.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 86
CMQ

La liste des demandes d'examen préalable en matière de déontologie et d'éthique au niveau municipal traitées depuis 2010. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, règles d'après-mandat, corruption, etc.), le caractère vexatoire ou non, fondé ou non des différentes demandes et les suites qui ont été données par le ministère, la Commission municipale et le Directeur des poursuites criminelles et pénales aux demandes considérées comme fondées.

Enquête en éthique et déontologie en matière municipale

- Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, la Commission a rendu 66 décisions en éthique et déontologie en matière municipale. De ces 66 décisions:
 - 16 ont constaté un manquement;
 - 5 ont constaté aucun manquement;
 - 26 ont mis fin à l'enquête et/ou ont accueilli la requête en irrecevabilité;
 - 19 ont rejeté la requête en irrecevabilité, prononcé une ordonnance ou corrigé une décision déjà rendue.
- 15 demandes d'enquête sont en traitement au 28 février 2018.

